

Feuille Fédérale

Berne, le 25 avril 1969 121^e année Volume I

N^o 16

Paraît, en règle générale, chaque semaine. Prix: 40 francs par an; 23 francs pour six mois, plus la taxe postale d'abonnement ou de remboursement.

10256

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la 52^e session de la Conférence internationale du Travail

(Du 16 avril 1969)

Monsieur le Président et Messieurs,

Conformément aux dispositions de la constitution de l'Organisation internationale du Travail (OIT), nous avons l'honneur de vous présenter le rapport suivant, dont

- le premier chapitre (I) contient les informations usuelles au sujet de la 52^e session de la Conférence internationale du Travail,
- le deuxième chapitre (II) est consacré à la recommandation n^o 132 concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles,
- le troisième chapitre (III) donne, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation internationale du Travail, un aperçu de l'histoire de cette organisation et exprime, en conclusion, le dessein de suivre, à l'avenir, une pratique un peu plus large quant aux propositions de ratifier des conventions internationales du travail.

I. Ordre du jour, travaux et décisions de la Conférence

1. La Conférence internationale du Travail a tenu sa 52^e session du 5 au 25 juin 1968 au Palais des Nations, à Genève. Elle a été l'occasion, pour l'OIT, de s'associer à la célébration de l'Année des droits de l'homme.

Les questions suivantes étaient inscrites à l'ordre du jour:

1. Rapport du Directeur général;
2. Questions financières et budgétaires;
3. Informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations;

4. Amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles (deuxième discussion);
5. Inspection du travail dans l'agriculture (première discussion);
6. Revision des conventions nos 24 et 25 concernant l'assurance-maladie (première discussion).

2. A l'occasion de l'Année des droits de l'homme, le Conseil fédéral s'était fait représenter à la Conférence par le Conseiller fédéral Hans Schaffner. La délégation suisse était composée selon la formule tripartite conformément aux règles de l'OIT. Elle comprenait, pour le gouvernement: MM. Max Holzer, directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, et Cristoforo Motta, sous-directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, comme délégués, ainsi que l'Ambassadeur Jean Humbert, Représentant permanent de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève, et M. René Grever, adjoint à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, comme délégués suppléants; pour les employeurs: M. Rudolf Huber-Rübel, président du Conseil d'administration des Ateliers de construction Oerlikon; pour les travailleurs: M. Jean Möri, secrétaire de l'Union syndicale suisse. Quelques conseillers techniques complétaient la délégation.

3. Depuis la précédente session, le nombre des pays membres s'est abaissé de 119 à 118, l'annulation d'une adhésion entachée d'erreur (Botswana) et la démission de l'Albanie, qui a pris effet en août 1967, n'ayant été que partiellement balancées par l'adhésion d'un nouveau membre, la Mongolie. Sur les 118 membres, 109 étaient représentés à la 52^e session.

M. San Sebastian, secrétaire d'Etat au travail d'Argentine, a été élu président de la Conférence.

4. La première question (rapport du Directeur général), comme les deux suivantes (budget et application des conventions et recommandations) reviennent chaque année à l'ordre du jour de la Conférence.

Pour marquer l'Année des droits de l'homme, le rapport du Directeur général (partie I) était entièrement consacré à l'œuvre accomplie par l'OIT pour défendre ces droits.

Dans le cadre de la discussion très nourrie qu'a suscitée ce rapport, le Conseiller fédéral Schaffner a réaffirmé l'attachement de notre pays à l'OIT et déclaré que la Suisse sera toujours prête à soutenir les efforts entrepris en vue de garantir à l'homme au travail ses droits fondamentaux.

La partie II du rapport du Directeur général relatait comme de coutume les activités de l'OIT en 1967, tandis que deux rapports spéciaux étaient consacrés, l'un à l'application de la déclaration concernant la politique d'apartheid de la République sud-africaine, l'autre aux problèmes de programme et de structure de l'OIT. Comme l'année précédente, ces derniers problèmes ont suscité de nombreuses interventions.

5. Le budget des dépenses adopté par la Conférence pour 1969 (point 2 de l'ordre du jour) s'élève à 26 612 739 dollars, contre 24 836 091 dollars en 1968. La quote-part de la Suisse, qui est restée fixée à 1,24 pour cent du total des dépenses, se montera à 329 998 dollars (1968: 307 967 dollars).

Selon une résolution adoptée par la Conférence, le programme et le budget de l'OIT seront désormais établis pour un exercice de deux ans et non plus pour une année seulement. Ce cycle biennal s'appliquera dès la période 1970-1971. D'autre part, les travaux visant à rapprocher le barème des contributions de l'OIT de celui des Nations Unies ont progressé. Si le projet actuel est adopté cette année par la Conférence, le taux de la contribution suisse sera maintenu à 1,24 pour cent pour 1970, mais il s'abaissera à 1,20 pour cent pour 1971.

6. Le point 3 de l'ordre du jour, relatif au contrôle de l'application des conventions et recommandations, n'appelle pas de commentaires particuliers cette année. Quant aux questions techniques inscrites à l'ordre du jour (points 4 à 6), la Conférence a pris les décisions exposées ci-dessous:

7. Au terme d'une seconde discussion sur le point 4 – la première ayant eu lieu en 1967 –, la Conférence a adopté une recommandation sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles. Ce texte, sur lequel nous reviendrons au chapitre II, est reproduit dans l'annexe I.

8. L'inspection du travail dans l'agriculture (point 5 de l'ordre du jour) a été l'objet d'une première discussion. La seconde, qui se déroulera en 1969, aboutira probablement à l'adoption d'une convention complétée par une recommandation.

9. Quant au point 6 de l'ordre du jour, la Conférence a établi un avant-projet de convention et de recommandation sur l'assurance-maladie. La seconde et dernière discussion aura lieu en 1969.

10. Enfin, la Conférence a adopté des résolutions concernant l'action future de l'OIT dans le domaine des droits de l'homme, la préparation professionnelle des jeunes filles et des femmes, l'exode de personnel qualifié des pays en voie de développement, les travailleurs à capacité diminuée et les activités de coopération technique de l'OIT.

11. Parmi les résolutions votées par la Conférence en 1967, l'une, ainsi que nous l'avons mentionné dans notre rapport sur la 51^e session, portait sur les dispositions que les pays membres étaient encouragés à prendre pour commémorer, en 1969, le cinquantième anniversaire de la fondation de l'OIT. Cette résolution demandait notamment aux gouvernements de susciter, pendant l'année du cinquantenaire, un débat parlementaire sur l'OIT. Dans l'esprit de cette recommandation, nous saisissons l'occasion du présent rapport pour évoquer brièvement, au chapitre III, l'histoire de l'OIT et nos relations avec cette Organisation.

II. Recommandation (n° 132) concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles

1. Objectifs et contenu de la recommandation

La recommandation a pour objet d'améliorer la situation économique et sociale des personnes travaillant la terre en vertu d'un contrat de fermage, de métayage ou d'un arrangement analogue. Elle s'applique dès lors à un cercle étendu d'exploitants auxquels on oppose, d'une part, les propriétaires fonciers qui exploitent eux-mêmes leur fonds, d'autre part, les ouvriers agricoles salariés.

L'objectif principal de la recommandation est d'élever le bien-être des personnes protégées et de leur assurer le plus haut degré possible de stabilité et de sécurité en ce qui concerne leur travail et leurs moyens d'existence (chiffre 4). C'est à ce but que visent tout d'abord les dispositions relatives au loyer que l'exploitant doit verser au propriétaire foncier pour bénéficier des droits de jouissance et qui interdisent, notamment, de fixer des fermages excessifs (chiffre 10). Les recommandations concernant la forme et le contenu des contrats de fermage ainsi que leur durée tendent aux mêmes fins (chiffres 12, 14 et 15); il en est de même des dispositions qui limitent le droit du propriétaire foncier de résilier le contrat avant son échéance et règlent le droit de l'autre partie à une indemnité en cas de résiliation anticipée (chiffre 16). Mentionnons également la recommandation faite au propriétaire foncier de fournir une habitation appropriée à l'exploitant qui réside sur le fonds (chiffre 18). Le chiffre 11, qui tend à empêcher que les propriétaires imposent des services personnels quelconques aux exploitants, revêt une importance particulière pour les pays en voie de développement. Afin de faciliter au fermier ou au métayer l'accession à la terre, le chiffre 16, 3^e alinéa, recommande d'instituer un droit de préemption en leur faveur en cas de vente du fonds.

La recommandation s'efforce également de tenir compte de la nécessité d'une utilisation rationnelle des terres. A cet effet, en même temps d'ailleurs que pour assurer une plus grande indépendance à l'occupant, le chiffre 5 prévoit que la gestion des exploitations devrait incomber principalement aux exploitants. L'instrument recommande en outre d'encourager les mesures propres à orienter les fermiers et les métayers vers une exploitation rationnelle de leurs terres. Parmi les moyens envisagés, mentionnons notamment la création d'institutions coopératives, l'octroi de crédits à faible intérêt et l'extension de l'enseignement général et professionnel (chiffres 21 à 23).

2. Attitude à l'égard de la recommandation

Dans son rapport consacré aux questions traitées dans la recommandation, le BIT relève que l'amélioration de la situation des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles constitue un problème impor-

tant et urgent pour de nombreux pays en voie de développement. Outre que les conditions y sont en général défavorables, la solution du problème est rendue plus difficile encore par la grande diversité des formes de culture parcellaire et de métayage qui, dans les cas extrêmes, donnent moins d'indépendance aux paysans qu'à de simples journaliers. Aussi bien la recommandation est-elle moulée avant tout sur ces situations:

Dans notre pays, diverses dispositions légales protègent les intérêts du fermier. Les aspects contractuels généraux sont réglés dans le chapitre du code des obligations relatif au bail à ferme, sans d'ailleurs que la forme et le contenu de ce contrat y fassent l'objet de prescriptions particulières. Mentionnons ensuite la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale qui établit des prescriptions spéciales pour les baux à ferme, notamment au sujet de la durée minimum et de la reconduction du contrat, et qui donne d'autre part aux cantons la possibilité d'introduire un droit de préemption en faveur des fermiers. Certaines de ces dispositions, et en particulier celles qui concernent la durée du bail, font actuellement l'objet d'une revision appelée à renforcer la position du fermier.

Une importance particulière s'attache enfin à la loi fédérale du 21 décembre 1960 sur le contrôle des fermages agricoles, qui oblige à fixer les fermages d'après la valeur de rendement du fonds et les soumet au régime de l'autorisation. Pour le surplus, les fermiers bénéficient, comme les propriétaires exploitants, des mesures générales adoptées en faveur de l'agriculture, notamment pour ce qui touche la formation, les conseils, les subsides et les prêts.

On peut ainsi affirmer que les objectifs du nouvel instrument ont déjà été pris en considération dans le cadre de notre politique agricole. Certaines de ses dispositions vont à vrai dire un peu plus loin que la réglementation suisse; toutefois, l'idée essentielle de la recommandation est en fait réalisée dans notre pays.

III. La Suisse et l'Organisation internationale du Travail

1. Notre pays a joué un rôle essentiel dans le mouvement d'idées dont devait naître l'Organisation internationale du Travail (OIT). Face aux progrès de l'industrialisation et à l'expansion des relations économiques internationales qui marquèrent la seconde moitié du XIX^e siècle, on reconnut rapidement chez nous la nécessité d'instaurer une collaboration internationale en matière de politique sociale si l'on voulait établir de justes conditions de concurrence entre les pays industriels. Dès 1876, à l'occasion de la discussion de la première loi fédérale sur le travail dans les fabriques, le colonel Frey, président du Conseil national, recommanda d'examiner si la Suisse ne devait pas provoquer la conclusion de traités internationaux en vue d'introduire des conditions de travail aussi uniformes que possible dans les Etats industriels. En 1880, il reprit cette idée sous forme de motion. Celle-ci fut acceptée en 1881. La même année, le Conseil fédéral entreprit des sondages en ce sens auprès de la plupart des pays

européens. Ces démarches échouèrent. Renouvelées en 1889, elles étaient sur le point d'aboutir lorsque l'Empereur Guillaume II prit les devants en convoquant une conférence à Berlin en 1890. Cette dernière n'eut d'ailleurs pas de résultats pratiques.

En 1896, le Conseil fédéral ressaisit l'initiative et s'adressa en particulier aux Etats européens pour suggérer la création d'un Bureau international pour la protection ouvrière. Les pays consultés refusèrent cette proposition. Mais l'idée fit son chemin. Elle fut reprise en 1897 par deux congrès internationaux pour la protection ouvrière qui siégèrent, l'un à Bruxelles, l'autre à Zurich sur l'initiative de la Fédération ouvrière suisse. En 1900, un congrès réuni à Paris décida de créer une « Association internationale pour la protection légale des travailleurs » et d'ouvrir un Office international du travail. Cet organisme de caractère privé, qui s'établit à Bâle en 1901, peut être regardé comme le précurseur du BIT.

En 1904, le Conseil fédéral convoqua à nouveau une Conférence internationale pour la protection des travailleurs. Le terrain était mieux préparé cette fois et sa démarche fut bien accueillie. La conférence eut lieu en 1906 à Berne. Elle adopta deux conventions internationales portant, l'une sur l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, l'autre sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc pour la fabrication des allumettes. « En signant les deux conventions », déclarait le Conseil fédéral dans son message du 5 novembre 1907 à l'Assemblée fédérale, « les Etats ont démontré qu'il était possible de réglementer par voie internationale certaines questions sur la protection ouvrière. ... Un grand mérite revient aux Etats intéressés, celui d'avoir, au commencement du siècle nouveau, témoigné leur solidarité sous le rapport social. Notre pays peut à juste titre revendiquer une part honorable des efforts qui ont été faits en vue d'améliorer le sort des ouvriers par des conventions internationales ».

De 1906 à 1914, on ne progressa guère. Mais après les bouleversements de la première guerre mondiale et dans le courant des transformations fondamentales qu'elle entraîna dans les secteurs politique et économique, on vit enfin naître l'OIT, fondée en vue d'assurer aux salariés des conditions de travail équitables et humaines. Les règles constitutionnelles de la nouvelle organisation se trouvaient dans la partie XIII du Traité de Versailles et ce n'est qu'à partir de 1934 qu'elles furent détachées du Traité et désignées dans les textes officiels sous le nom de « Constitution de l'Organisation internationale du Travail ».

Dès l'origine, l'OIT a occupé une position indépendante dans le cadre de la Société des Nations. Au cours des années, elle a su consolider ses assises à tel point que son existence n'a été compromise ni par les séquelles de la seconde guerre mondiale ni par l'écroulement de la Société des Nations. En 1946, l'OIT est devenue la première institution spécialisée associée à l'ONU.

2. L'OIT – qui, ainsi que nous l'avons dit, groupe actuellement 118 pays – comprend trois organes : la Conférence internationale du Travail, le Conseil d'administration et le Bureau international du Travail.

La Conférence en est l'organe suprême. Elle réunit, en principe une fois par année, les délégations des pays membres composées chacune de deux délégués gouvernementaux, d'un délégué des employeurs et d'un délégué des travailleurs, qui peuvent être accompagnés de conseillers techniques. Les délégués de tous les trois groupes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Cette formule tripartite ancrée dans la constitution, et que l'on retrouve dans la composition du Conseil d'administration, distingue l'OIT des autres organisations interétatiques.

Le Conseil d'administration est l'organe exécutif de l'OIT. Il exerce la haute surveillance sur les affaires administratives, prépare les conférences, établit les directives à suivre par le BIT. Il compte 48 membres, dont 24 représentent les gouvernements, douze les employeurs et douze les travailleurs. A ces membres titulaires s'ajoutent 36 membres adjoints, soit douze par groupe. Les trois groupes de la Conférence (délégués des gouvernements, des employeurs et des travailleurs) élisent leurs représentants tous les trois ans.

Dix des 24 sièges gouvernementaux sont réservés, en vertu de la constitution de l'OIT, aux pays «dont l'importance industrielle est la plus considérable». Les quatorze autres sièges gouvernementaux sont électifs. A l'occasion de la première Conférence internationale du Travail, la Suisse a obtenu l'un des sièges non électifs. Il est permis de supposer que ce siège lui a été accordé surtout en hommage aux services qu'elle avait rendus dans le domaine de la protection internationale des travailleurs. Notre pays conserva sa place au Conseil d'administration jusqu'en 1922. Plus tard, il recouvra un siège de membre adjoint de 1951 à 1960. Ajoutons qu'à l'heure actuelle, les dix sièges réservés aux pays industriels les plus importants sont occupés par la République fédérale d'Allemagne, le Canada, la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'URSS.

Il convient de préciser que des délégués des employeurs et des travailleurs suisses ont à de nombreuses reprises été désignés par leur groupe respectif pour les représenter au Conseil d'administration. C'est ainsi que M. Möri, délégué de l'Union syndicale suisse, en fait partie actuellement et occupe un des deux sièges de vice-président du Conseil en sa qualité de président du groupe des travailleurs.

Le troisième organe de l'OIT est le Bureau international du Travail (BIT), qui remplit à Genève les multiples tâches administratives de l'Organisation.

3. Les objectifs de l'OIT sont énoncés dans le préambule de sa constitution et dans la Déclaration de Philadelphie de 1944. Ils s'appellent en bref: «Justice sociale».

Pour atteindre ces objectifs, l'OIT a d'abord concentré ses efforts sur l'établissement de normes internationales de protection ouvrière. Mais, plus récemment, elle a été amenée à consacrer aussi une attention croissante à des problèmes tels que l'aide technique aux pays en voie de développement, l'équilibre

national et international de la main-d'œuvre et l'encouragement de la productivité. Cette évolution a provoqué une certaine décentralisation, en ce sens qu'elle a entraîné l'OIT à organiser des conférences de caractère régional et à créer, dans divers pays, des agences du BIT.

La principale raison qui a poussé l'OIT à développer ses activités pratiques réside dans le fait que les normes internationales du travail apparaissent comme un lointain espoir pour bon nombre de pays neufs et y seraient difficilement applicables sans un effort de collaboration internationale qui doit leur permettre de transformer leurs structures sociales et d'accroître leur production. C'est pourquoi la coopération technique se place au premier rang parmi les activités pratiques de l'OIT. Elle s'est tout particulièrement développée depuis l'entrée en vigueur du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies en 1950. Dans le cadre qui est le sien, l'OIT organise de nombreuses missions d'experts. Vu l'importance capitale que revêt ici la formation professionnelle, ces missions tendent avant tout à former le personnel enseignant des Etats intéressés. Plus de la moitié des crédits réservés à la coopération technique sont consacrés à cette fin. Dans ce contexte, il convient de rappeler encore que l'OIT, au prix de patients efforts, a créé en 1960, à Genève, un Institut international d'études sociales, puis en 1965, à Turin, un Centre international de perfectionnement professionnel et technique.

A l'occasion de son cinquantenaire en même temps qu'à titre de contribution à la seconde Décennie du développement (1970/80), l'OIT a élaboré un vaste Programme mondial de l'emploi. Ce programme concerne avant tout les pays en voie de développement, dans lesquels l'écart ne cesse de s'élargir entre les possibilités d'emploi et un effectif de travailleurs en croissance rapide.

4. Pour notre pays, l'œuvre normative de l'OIT demeure le secteur essentiel de son activité. La Conférence internationale du Travail, organe suprême de l'OIT, établit des instruments internationaux sous forme de conventions et de recommandations. L'Etat qui ratifie une convention s'engage à l'appliquer sur son territoire. En revanche, les recommandations et les conventions non ratifiées n'ont pas de caractère obligatoire. Les Etats membres sont seulement tenus d'examiner dans quelle mesure ils entendent s'y conformer.

La constitution de l'OIT impose aux pays membres l'obligation toute particulière de soumettre les conventions et recommandations aux autorités législatives compétentes dans un délai d'un an, et cela même lorsque le gouvernement n'envisage pas la possibilité de les ratifier ou de les appliquer. Nous nous acquittons de cette obligation en vous présentant chaque année notre rapport sur la dernière session de la Conférence et en y joignant le texte des instruments adoptés au cours de cette session.

Depuis la fondation de l'OIT, la Conférence internationale du Travail a établi 128 conventions et 132 recommandations. Sans vouloir minimiser l'importance des recommandations, nous estimons indiqué de nous étendre plutôt ici sur l'attitude de la Suisse à l'égard des conventions.

Sur les 128 conventions de travail, la Suisse en a ratifié 31, dont nous donnons la liste dans l'annexe II. De prime abord, ce chiffre peut paraître faible. Il faut cependant rappeler que bien des conventions de l'OIT sont sans objet pour la Suisse – notamment celles qui visent les pays dépendants – et que nous avons dès lors renoncé à les ratifier, sauf dans les rares cas où il convenait d'y adhérer en signe de solidarité. Au reste, malgré ce déchet, notre pays occupe une position honorable pour le nombre des ratifications. En effet, près des deux tiers des pays membres – dont la moitié des grands pays industriels qui détiennent des sièges non électifs au Conseil d'administration – ont ratifié moins de conventions que la Suisse.

L'organe compétent pour approuver la ratification d'une convention de l'OIT par la Suisse est l'Assemblée fédérale, et cela même lorsque la convention règle des matières relevant de la compétence des cantons. Selon l'interprétation consacrée de l'article 9, 4^e alinéa, de la constitution fédérale, ces conventions ne sont pas soumises au référendum, du fait qu'elles peuvent être dénoncées après dix ans. On ne doit d'ailleurs pas conclure de ces remarques que, du point de vue juridique, l'Assemblée fédérale pourrait accepter n'importe quelle convention internationale du travail en partant de l'idée que, une fois ratifiée, la convention devient droit national et que l'application en est ainsi assurée. Il faut distinguer ici entre deux cas: ou bien la convention établit des règles assez précises pour qu'on puisse les appliquer telles quelles ou bien elle ne renferme que des principes généraux que les pays contractants ne sauraient appliquer sans adopter – s'ils ne les possèdent déjà – des prescriptions propres à concrétiser les obligations résultant de la convention. Dans le premier cas, la convention devient immédiatement applicable en tant que droit national une fois approuvée par les Chambres et ratifiée par le Conseil fédéral. Dans le second cas, c'est-à-dire pour les conventions qui ne peuvent être appliquées sans le complément de dispositions d'exécution nationales, on doit au contraire recourir à la procédure législative ordinaire, à côté de la procédure d'approbation. Comme l'issue en est incertaine, il ne saurait être question de ratifier la convention par avance car la Suisse courrait alors le danger de ne pas pouvoir satisfaire aux obligations qu'elle aurait contractées.

Jusqu'à ce jour, en examinant s'il convenait ou non de ratifier une convention de l'OIT, nous avons adopté une attitude plus réservée que ne l'aurait exigé la situation juridique exposée ci-dessus. Qu'il s'agit de conventions applicables immédiatement ou de conventions nécessitant des dispositions nationales complémentaires, nous ne vous avons proposé la ratification que dans les cas où notre pays possédait déjà la législation nécessaire pour satisfaire aux obligations imposées par la convention.

A l'avenir, nous nous proposons d'aller un peu plus loin. Lorsqu'une convention applicable immédiatement coïncide, dans les grandes lignes, avec la législation en vigueur dans notre pays, nous la soumettrons à votre approbation dans l'idée que les lacunes de notre législation seront comblées automatiquement par les dispositions de la convention, transformée par la ratification en

droit fédéral. Dans le même esprit, nous nous efforcerons, en présence de conventions qui ne sont pas applicables telles quelles et qui, d'autre part, s'écartent un peu de notre droit en vigueur, de combler au plus vite les lacunes de notre législation, tout au moins lorsqu'il s'agit de matières relevant de la compétence de la Confédération.

En envisageant de modifier notre pratique dans ce sens, nous sommes pleinement conscients qu'il ne saurait être question d'éliminer des divergences importantes entre les conventions internationales et notre droit national par la voie de la ratification de conventions de l'OIT. Tout est ici question de mesure. En tout cas, nous vous soumettrons pour approbation les conventions immédiatement applicables pour lesquelles un examen approfondi nous a amenés à la conclusion qu'elles ne divergent de notre législation que sur des points d'importance secondaire. C'est au reste au Parlement qu'il appartiendra de se prononcer en dernier ressort sur l'importance de telles divergences, de sorte que la nouvelle ligne que nous comptons adopter ne prête pas à objection. Dans la même optique, nous ferons réexaminer prochainement les anciennes conventions du travail que la Suisse n'a pas encore ratifiées de manière à pouvoir vous présenter le plus rapidement possible nos propositions à leur sujet. Nous estimons que cette ligne de conduite s'accorde mieux avec nos efforts tendant à promouvoir la coopération internationale. Elle nous permettra de renouer avec l'œuvre de pionnier que la Suisse a accomplie dès les origines du mouvement international de protection des travailleurs, geste particulièrement bienvenu en cette année où l'OIT célèbre son cinquantième anniversaire.

Nous vous prions de prendre acte du présent rapport et de l'approuver.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 16 avril 1969.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,

L. von Moos

Le chancelier de la Confédération,

Huber

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la 52e session de la Conférence internationale du Travail (Du 16 avril 1969)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1969
Année	
Anno	
Band	1
Volume	
Volume	
Heft	16
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	10256
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	25.04.1969
Date	
Data	
Seite	721-730
Page	
Pagina	
Ref. No	10 099 119

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.